

Compte-rendu du petit déjeuner débat du 13 avril 2018 avec M. Jean-François di Meglio, président d'Asia Centre :

Y a-t-il un projet chinois pour l'empire du milieu ?

de la stratégie d'influence de la Chine dans le monde en développement.

Quelques points sémantiques, en guise d'introduction.

On peut parler de projet, à propos de la stratégie d'influence de la Chine, parce que celle-ci s'inscrit dans la durée et que l'on peut observer la construction d'une capacité de projection.

Comment la Chine aborde-t-elle le reste du monde ? Rappelons cette phrase d'un amiral américain (Harris) cité dans le *South China Morning Post* : « *China has few friends and it has even fewer allies* ».

La Chine est d'abord préoccupée d'elle-même. Comment d'ailleurs lui en faire grief ?

On parle traditionnellement d'empire du milieu, et l'on veut ainsi souvent signifier que la Chine se perçoit comme au centre du monde. Mais en réalité, le nom que les Chinois donnent à leur pays – Zhong Guo – signifie pays du milieu, c'est-à-dire pays qui est entouré d'autres et non pays qui se veut le centre. La Chine perçoit son environnement mais n'en fait pas un espace de projection.

La stratégie ? C'est un concept très chinois, un art cultivé depuis des millénaires. Songeons aux jeux de stratégies, si prisés des chinois, songeons à *L'art de la guerre* de Sun Tzu et à sa leçon selon laquelle, la plus belle des victoires est celle que l'on a menée sans livrer bataille.

L'influence, enfin. La notion de *soft power*, inventée par Joseph Nye, est-elle bien adaptée à la Chine si celle-ci ne dispose pas réellement d'un *hard power*, d'une capacité militaire de projection à l'échelle mondiale ? Le même Joseph Nye a proposé le concept de *sharp power* (dont on proposera « pouvoir coercitif » comme traduction française) dans un papier publié en 2017 par *The Economist* lorsqu'éclata un scandale politique en Australie, mettant à jour la réalité de l'influence chinoise sur certains acteurs clés de la vie politique, tel Sam Dastyari parlementaire contraint pour cette raison à la démission en décembre 2017.

1°) Y a-t-il une stratégie d'influence ?

Oui, la Chine a défini et met en œuvre une telle stratégie, qu'elle revendique officiellement. Le dernier avatar en est le lancement de la nouvelle route de la soie, à l'automne 2013, *One Belt and one road initiative* (OBOR), Une ceinture, une route, qui est une ligne ferroviaire entre la Chine et l'Europe. OBOR ne se limite pas à la construction de cette liaison mais elle entend promouvoir la coopération entre les pays sur une vaste bande s'étendant à travers l'Eurasie. Elle est le pendant

terrestre du collier de perles, programme d'installations portuaires et aériennes tout autour de l'Asie du sud-est et du Sud, échelonnées jusqu'à Port Soudan, en mer Rouge.

Des projets d'infrastructures gigantesques sont prévus. Sur le seul couloir économique Chine-Pakistan, 60 Mds USD ont été mis sur la table, ce qui n'est qu'une fraction de la totalité du projet engagé sur les trois continents concernés. Ces investissements (ports, aéroports, routes) sont co-financés par les banques de développement et s'accompagnent de prêts qui recréent un risque d'endettement sur les pays bénéficiaires, ce dont la directrice générale du FMI s'est alarmée publiquement lors des assemblés de printemps des institutions financières internationales. Dans une autre géographie, rappelons que la Chine est de loin le premier prêteur au Venezuela.

La stratégie d'influence a une forte dimension économique. Ainsi, le dernier rapport de McKinsey consacré à la présence chinoise en Afrique¹ met en évidence qu'il y a 10.000 entreprises chinoises en Afrique, que celles qui sont présentes dans le secteur manufacturier génèrent 500 Mds USD d'activité par an, soit 12 % du chiffre d'affaires industriel total du continent, et que celles qui sont dans la construction, occupent une part de marché de 50 %. Selon le même rapport, les entreprises chinoises qui atteignent ces résultats seraient privées à 90%, ce qui semble contestable. Peut-être 90% d'entre elles sont privées mais la part du secteur privé dans la production et sur les marchés de travaux sont probablement bien moindre.

2°) De quels moyens cette stratégie est dotée ?

Ils sont substantiels puisqu'il ne s'agit pas seulement de mobiliser des crédits budgétaires mais de faire effet de levier par des structures ad hoc.

C'est ainsi que la République populaire a créé :

- la Banque des BRICs, *National Development Bank*, basée à Shanghai ;
- la Banque pour les Infrastructures et les Investissements en Asie (IIAB), dont le siège est à Pékin et qui comprend aujourd'hui 80 membres (et dont le Japon et les Etats Unis sont exclus puisqu'il s'est agi de bâtir une alternative à la Banque asiatique de développement, considérée, non sans raison, comme trop soumise à l'influence japonaise) ;
- le *Silk road Fund*, consacré à l'appui à OBOR, doté aujourd'hui de 40 Mds USD qui devraient être portés à 100 Mds USD, peut-être dès 2018.

Sont également engagées dans la stratégie de développement extérieur la *China Development Bank*, l'*Eximbank* mais également une banque privée, l'ICBC qui a racheté la Standard Bank, institution sud-africaine et se développe au Maroc.

A l'inverse, on rappellera que la RPC est très peu désireuse de développer l'internationalisation du yuan. La devise est non convertible et Pékin empêche le développement de tout marché offshore.

¹ *Dance of the lions and dragons : how are Africa and China engaging, and how will the*

3°) Quels sont les ressorts de cette stratégie ?

L'idée centrale est de repousser au plus loin les frontières pour que toute influence étrangère à la Chine soit aussi éloignée que possible du centre. La Chine ne veut pas être contrainte par et dans un espace délimité.

Ainsi, lors de la crise financière de 2008, les dirigeants ont réalisé à quel point leurs partenaires internationaux, les Etats Unis et l'Europe en premier lieu, pouvaient se révéler fragiles et faire défaut. A Pékin, où l'on avait déjà constaté que le Japon ne parvenait guère à sortir d'une crise durable, le leitmotiv est devenu que le pays devait être maître de son destin.

4°) Quelles leçons en tirer ?

Gardons-nous de considérer que la stratégie d'influence chinoise est un bloc unique, le résultat d'une décision univoque. Le débat existe au sein de la direction du pays sur les choix, les orientations, les priorités...

Ce débat, finalement il est dommage qu'il existe assez peu dans la communauté des spécialistes, des *China watchers*. C'est d'ailleurs moins les pressions directes exercées par Pékin qui explique l'absence d'une vision critique que l'autocensure, très répandue. Comme si la lumière venue d'Orient aveuglait... L'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, déjà critiqué pour sa "sinophilie" avant que sa rivale au sein de son parti ne le "débarque", est désormais, à la tête de l'*Asia Society Policy Institute* basé à New York non seulement un thuriféraire mais même un orateur (dans un mandarin académique) très apprécié de la puissance invitante chinoise dès qu'il faut "pousser" un peu dans le sens de la route (de la soie...).

Il est vrai que les choix chinois ne rentrent dans un aucun modèle occidental préétabli. Ainsi, lorsque Président des Etats-Unis déclenche une guerre commerciale aux pays émergents et à l'Europe, Xi Jinping répond qu'il n'y a pas de plus grand défenseur de la liberté des échanges que la Chine. Déclaration moins conformiste qu'il n'y paraît puisqu'en réalité, il s'agit d'apparaître comme une référence et un modèle alternatifs au modèle américain.

Au nom de la contestation de l'équilibre hérité de la seconde guerre mondiale, tel que consolidé depuis la chute de l'URSS, la Chine défend un projet de réforme des Nations Unies reposant sur un équilibre entre membres fondateurs, à qui on allouerait quelques-uns des sièges permanents (l'Europe n'en ayant plus qu'un seul), 7 autres sièges étant attribués de façon permanente à des pays émergents dont la croissance est déjà assurée et les 7 derniers sièges alternant entre les autres membres des Nations Unies.

Débat :

Question : Peut-on vraiment défendre que la Chine ne fait pas usage de la force, du *hard power*, lorsqu'on considère ce qui se passe en mer de Chine du Sud ?

Réponse : La Chine est une puissance militaire régionale, pas mondiale. Elle est très loin de pouvoir intervenir sur tout point du globe. En revanche, au niveau régional, elle a largement réussi à imposer son point de vue. Ainsi, on peut noter que la déclaration franco-vietnamienne de mars 2018, adoptée

à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire des relations diplomatiques appelle de ses vœux à « l'adoption au plus tôt d'un code de conduite efficace en mer de Chine méridionale (COC), en conformité avec le droit international », ce qui est une référence directe à une proposition chinoise.

Q. : Quelles perspectives pour les relations avec le Japon ?

R. : Du point de vue de Pékin, le Japon est l'exemple à ne pas suivre depuis la crise financière de 1985-1991. Dans le même temps, le Japon, reste un solide compétiteur en matière d'influence dans les pays en développement. Il est ainsi le premier contributeur d'APD en Afrique, ce qui lui permet de se faire entendre. Plus généralement, Tokyo tente de reprendre l'initiative. Ainsi, il veut redynamiser le QUAD, le dialogue de sécurité quadrilatéral, *Quadrilateral Security Dialogue*, Etats-Unis, Japon, Inde, Australie, ce qui est en partie sa contribution à l'initiative « indo-pacifique » de Donald Trump, sachant que le Japon a aussi répondu très favorablement déjà à la look East policy proposée par l'Inde.

Q. : La Chine ne sera-telle pas conduit, comme d'autres pays, à réduire sa dépendance à l'égard du dollar compte tenu de l'extra-territorialisation du droit américain ?

R. : Pékin refuse l'émergence d'un marché extraterritorial du yuan, par exemple par le biais du commerce du pétrole dont elle ne serait pas l'importatrice et qu'elle ne contrôlerait pas.

Q. : La « diaspora » est-elle un relai de la stratégie d'influence ?

R. : Les communautés chinoises d'outre-mer sont loin de former un tout cohérent. Ainsi les Chinois qui vivent aux Etats-Unis ne semblent pas se considérer comme chinois avant tout. Par ailleurs, l'attitude des communautés d'outre-mer à l'égard des visites des dirigeants chinois semble indiquer une certaine versatilité. Il est vrai que la puissante économique croissante de la RPC ne peut les laisser indifférentes.

Q. : La Chine dispose de 1.100 Mds USD de réserves de change, investies en grande partie en actifs financiers américains (bons du Trésor). Est-ce une arme, un moyen de pression ?

R. : La Chine n'a jamais mis à exécution une menace de ce type. L'a-t-elle même seulement envisagé ? Elle serait une victime collatérale de toute crise financière provoquée par le non-renouvellement de ses souscriptions de bons du trésor US.

Q. : Et les enjeux internes ?

R. : Ils sont majeurs (vieillesse de la population, urbanisation, transformation de l'économie, baisse de l'épargne, ralentissement de la croissance, montée sur la chaîne de valeur), complexes à surmonter et sont au cœur de tout. Finalement, si la stratégie d'influence est avant tout défensive, c'est parce qu'elle doit contribuer à soutenir les choix de politique intérieure.